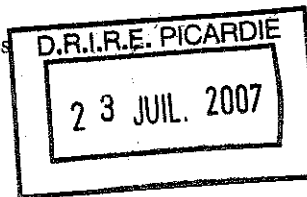


PREFECTURE DE L'OISE

Direction de la réglementation, des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau de l'environnement



Arrêté autorisant le changement d'exploitant de la carrière de sables et graviers
sur le territoire des communes d'Attichy et de Bitry

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété, et la nomenclature des installations classées annexée ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des dispositions reprises au titre 1er « installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 autorisant la société Routière Morin Aisne à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes d'Attichy, lieux dits « L'Avenue » « La Mer » et de Bitry, lieux dits « Proche la Maladrerie » « Proche le Bac » « Le Buissonnet » ;

Vu la demande présentée le 28 mars 2007, complétée le 6 avril 2007 par la société SNC Antrope, représentée par M. Didier Delannoy, agissant en qualité de directeur, à l'effet d'être autorisée à reprendre l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire des communes d'Attichy, lieux dits « L'Avenue » « La Mer » et de Bitry, lieux dits « Proche la Maladrerie » « Proche le Bac » « Le Buissonnet », aux lieu et place de la société Routière Morin Aisne ;

.../...

Vu le rapport et les propositions de la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 1^{er} juin 2007 ;

Vu l'avis en date du 26 juin 2007 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation spécialisée dite des « carrières » ;

Considérant le décret du 21 septembre 1977 pris pour l'application du code de l'environnement, notamment ses dispositions prévues à l'article 23-2 en cas de changement d'exploitant et à l'article 23-3 pour ce qui concerne les garanties financières ;

Considérant les indications figurant au dossier de demande susvisée, particulièrement celles relatives à la réévaluation du montant des garanties financières prescrites à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2004 susvisé ;

La pétitionnaire entendue ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Oise

ARRETE

ARTICLE 1er :

La société SNC Antrope, dont le siège social est situé hameau de Samson – 60150 – Chevincourt, représentée par M. Didier Delannoy, agissant en qualité de directeur, est autorisée à reprendre l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire des communes d'Attichy, lieux dits « L'Avenue » « La Mer » et de Bitry, lieux dits « Proche la Maladrerie » « Proche le Bac » « Le Buissonnet », aux lieu et place de la société Routière Morin Aisne.

ARTICLE 2 :

La présente autorisation porte sur l'intégralité des terrains dont la superficie totale susceptible d'être exploitable est de 435 000 m².

ARTICLE 3 :

La reprise de l'exploitation est subordonnée au respect des dispositions fixées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2004 susvisé. Toutefois, les montants des garanties financières portés au tableau suivant se substituent à ceux indiqués au paragraphe II.5 intitulé « garanties financières », sous paragraphe II.5.4 de l'annexe à cet arrêté.

.../...

Phases	Surfaces: S1 (emprise des infrastructures, en ha) S2 (surface maximale en chantier, en ha) L (surface des talus à réaménager, en m)		Indice TP 01 initial	TVA	Montant en €
1 (de la date de notification du présent arrêté au 29 septembre 2009)	S1	1,50	562,3 (dernier indice connu, de novembre 2006)	19,6 %	448 967
	S2	12,70			
	L	850			
2 (du 30 septembre 2009 au 29 septembre 2014)	S1	1,30			408 821
	S2	11,33			
	L	950			
3 (du 30 septembre 2014 au 29 septembre 2016)	S1	1,80			132 633
	S2	0,56			
	L	2100			

La cessionnaire justifie de la constitution des garanties financières actualisées sous le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

ARTICLE 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 5 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, les maires d'Attichy et de Bitry, la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Un extrait sera publié, aux frais de la pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département, et affiché en mairie par les soins des maires des communes d'Attichy et de Bitry.

Fait à Beauvais, le 9 juillet 2007.

pour le préfet
et par délégation
la secrétaire générale


Isabelle PETONNET